État de l'Union

2012/2586(RSP) - 12/09/2012

Le Président de la Commission, José Manuel Barroso, a prononcé son **troisième discours sur l'état de l'Union**. Devant les députés, il a :

- souligné que face à la crise économique, qui sape la confiance des citoyens dans l'action politique et alimente le populisme et l'extrémisme en Europe et ailleurs, les États membres n'étaient plus en mesure d'affronter individuellement les problèmes auxquels ils étaient confrontés ;
- exposé sa vision d'une union économique approfondie fondée sur une union politique prenant la forme d'une «fédération d'États-nations» ; dans cette perspective, il a annoncé des propositions concrètes pour apporter les modifications nécessaires aux traités avant les prochaines élections européennes de 2014.

En réponse au discours du président de la Commission, les députés ont voulu centrer le débat sur les **implications de la crise économique pour l'avenir de l'Union européenne** et sur la façon de rendre l' Union plus proche des citoyens.

Fédération d'États nations :

- Les chefs de file des groupes **ADLE** et **Verts/ALE** se sont montrés critiques envers le concept de fédération d'Etats nations, jugé redondant et insuffisamment ambitieux. Ils ont plaidé pour une Europe davantage en prise directe avec les préoccupations des citoyens.
- Le Président du groupe **PPE** a insisté quant à lui sur l'importance de mieux expliquer les enjeux européens afin de susciter l'adhésion des individus.

Garanties sociales et croissance : les députés ont souligné la nécessité de mieux traiter les questions sociales, en dépit de la crise qui se poursuit.

- Estimant qu'il existait des alternatives aux coupes budgétaires, le chef de file du groupe **S&D** s'est prononcé en faveur d'un pacte social et a conditionné le soutien de son groupe à la Commission au maintien d'une Europe sociale.
- La présidente du groupe de la **Gauche unitaire européenne** (GUE) a demandé de répondre au besoin de solidarité exprimé par les citoyens et de cesser d'encourager une culture de sanctions en Europe.

Un budget européen fort : les principaux groupes politiques ont plaidé pour un budget européen fort. Ils ont insisté sur le fait que des ressources suffisantes devaient y être allouées étant donné qu'il s'agit d'un instrument crucial pour les investissements et la croissance.

Moins d'Union européenne: les groupes **EFD et ECR** ont vivement critiqué les propositions de M. Barroso, estimant que l'enjeu était d'améliorer l'Europe plutôt que de se lancer dans une intégration plus poussée.

Réagissant aux propos des députés, M. Barroso a :

- annoncé une proposition de loi de la Commission sur les partis politiques européens pour aider à promouvoir la démocratie européenne. Il s'est prononcé en faveur de partis politiques véritablement transnationaux qui pourraient proposer un candidat pour le prochain poste de président de la Commission européenne ;
-

- insisté sur la nécessité d’entreprendre des réformes douloureuses tout en admettant que la dimension sociale restait indispensable à la poursuite du projet européen.